

COMMUNE COLÈRE

— Manifeste —

Chers politiciens, chères politiciennes,

Nous venons vous interpeller sur la situation que nous vivons, nous, travailleurs, travailleuses, syndicalistes, activistes écologistes, agriculteurs, agricultrices, citoyens et citoyennes... les personnes que vous êtes censé-es représenter.

Nous sommes rassemblé-es par une colère commune, celle qui naît de l'impasse sociale et écologique dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. La cause de cette impasse est évidente : c'est le capitalisme néolibéral, guidé par la recherche de profit à court terme au détriment de l'humain et de la planète.

Nous ne pouvons qu'éprouver de la colère alors que la privatisation fait grimper les prix de services pourtant essentiels ; que la pauvreté impose de choisir entre se nourrir, se chauffer ou se soigner ; qu'une classe privilégiée ultra-polluante amasse une richesse toujours plus scandaleuse ; que la surproduction anéantit la nature essentielle à la vie sur terre.

Notre colère redouble face à des politiques, de gauche comme de droite, qui soutiennent ce système économique mortifère à coup de toujours plus de libéralisation et de privatisation.

Sortir de cette impasse demande d'agir sur ses causes profondes pour créer de nouvelles façons de faire société. Et c'est possible.

Nous devons, tout d'abord, partager la richesse : taxer le capital, renforcer l'indexation des salaires et des allocations, abroger la loi de blocage des salaires et supprimer le statut de cohabitant-e.

Nous devons, ensuite, socialiser les biens communs. L'énergie, les terres agricoles, le logement, la santé, les transports, l'eau, l'éducation... C'est services essentiels doivent être sortis des mains des intérêts privés et leur gestion doit être organisée collectivement, par les travailleurs et travailleuses et usagers et usagères. Socialiser c'est permettre à la collectivité de garantir l'accès aux biens communs à toutes et tous, et de poser des choix sensés en termes écologiques.

Nous sommes convaincu-es que ce constat et ces demandes sont largement partagées dans la société. Il est temps de passer à l'action. Nous réclamons des politiques publiques qui servent la majorité et pas les intérêts privés, et exigeons de votre part un engagement clair à mettre tout en œuvre pour la socialisation des biens communs et le partage de la richesse.